

**COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER**

HAUTE AUTORITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE ÉCONOMIE-ÉNERGIE

Direction Économie d'Entreprises

Bureau d'Études et d'Analyses

**EUROPÄISCHE GEMEINSCHAFT
FÜR KOHLE UND STAHL**

HOHE BEHÖRDE

GENERALDIREKTION WIRTSCHAFT-ENERGIE

Direktion Betriebswirtschaft

Studien- und Auswertungreferat

CHARGES FISCALES DES ENTREPRISES

STEUERLASTEN DER UNTERNEHMEN

TAXES PAYABLE BY THE COMPANIES

Luxembourg, le 15 janvier 1964.
7/64 AS/mch

C O R R E C T I F N° 5

aux catalogues sur les "Charges fiscales" et sur les "Régimes
fiscaux d'amortissements"

réunissant toutes les mises à jour des correctifs 1, 2, 3 et 4.

Situation: 1er janvier 1964.

Charges fiscales des entreprises

Allomagne

(p. 23)

Bemerkungen/Observations

remplacer les 3ème et 4ème lignes par le texte suivant:
"umsatzsteuerfrei für inländisches und eingeführtes Erz;
umsatzsteuerfrei für inländischen Schrott und ab 1. Januar 1963
auch für eingeführten Schrott."

Réf.: -11. Gesetz zur Änderung des Umsatzsteuergesetzes vom
16. August 1961 (B.G.Bl. vom 23.8.1961, Seite 1330).
-Rechtsverordnung vom 14.12.1962 (B.G.Bl.I, Seite 726 ff.)

(p. 25)

Bemerkungen/Observations

"Umsatzsteuerliche Organschaft"
remplacer le dernier alinéa par le texte suivant:
Die Höhe der Beteiligung der Ober- bzw. Muttergesellschaft
muss mehr als 75% betragen.

Réf.: -11. Gesetz zur Änderung des Umsatzsteuergesetzes vom
16. August 1961.
-B.G.Bl. I vom 23.8.1961, Seite 1330

Belgique

(p. 27)

(p. 28)

(p. 29)

Ces pages seront annulées et remplacées par les nouveaux textes
législatifs portant réforme des impôts sur les revenus.

Pour l'impôt sur les sociétés par actions, la nouvelle
loi est entrée en vigueur à partir de l'exercice fiscal 1963
(revenus 1962). (M.B. du 1.12.1962). Le régime fiscal des
sociétés est modifié comme suit:

La taxe professionnelle sur les bénéfices non distri-
bués, la taxe mobilière sur les bénéfices distribués, la contri-
bution nationale de crise sur les bénéfices distribués ainsi que
les centimes additionnels résultant de la loi unique (loi du
14.2.1961) sont remplacés par un seul impôt pour les sociétés

..../...

non déductible, appelé "impôt des sociétés", frappant l'ensemble des bénéfices - distribués ou non - et dont le taux est de 30% (plus 5% = 35% pour les bénéfices non distribués dépassant 5 millions de FB; ces 5% sont remboursés en cas de distribution des bénéfices antérieurement réservés). La partie de l'impôt des sociétés afférente aux revenus distribués est considérée comme représentant à concurrence de la moitié un crédit d'impôt à valoir sur l'impôt de l'actionnaire - personne physique.

D'autre part, l'impôt est perçu à la source sous forme de précompte sur les revenus distribués et ce précompte vient également en déduction de l'impôt de l'actionnaire.

Exemple d'un bénéfice distribué

| | | |
|------------------------|-----------|----------------------------|
| de : | 100 | (15 FB crédit d'impôt pour |
| impôt des sociétés 30% | 30 dont |) l'actionnaire |
| | <u>70</u> | (15 FB l'impôt définitif |
| | |) de la société |

Précompte mobilier
retenu à la source
sur 70 + 15 = 85 à 15% 12,75

L'actionnaire recevra net 57,25

à déclarer par l'actionnaire: 85 FB.

De l'impôt des personnes physiques afférent à ces 85 FB, l'actionnaire pourra déduire :

| | |
|--------------------------------------|-----------------|
| a) le crédit d'impôt de | 15 FB |
| b) le précompte perçu à la source de | <u>12,75</u> FB |
| | 27,75 FB |

Cette technique de déduction "impôt d'impôt" règle le principe de la double imposition dans le chef des personnes physiques. En ce qui concerne les sociétés, la double imposition des revenus d'actions encaissés est évitée par la déduction de ces revenus de l'ensemble des bénéfices dans lesquels ils se retrouvent (déduction à concurrence de 85% pour les sociétés industrielles et 95% pour les sociétés holdings afin de tenir compte des charges supportées par ces revenus).

Réf. : M.B. du 1er.12.1962.

(p. 32) Contribution foncière.

Observations / Bemerkungen.

Ajouter la phrase suivante :

En vertu des dispositions de la loi du 14.2.1961, doublement du revenu cadastral pour le calcul de l'impôt complémentaire personnel des personnes physiques.

Réf.: Loi du 14.2.1961 (M.B. du 15.2.1961).

(p. 33) Taxe de transmission.

Arrêté royal du 3 mai 1961 (Moniteur du 5.5.1961). Cette taxe passe de 5 à 6% à partir du 5 mai 1961 jusqu'au 31.12.1962. Mais elle est réduite à 1% pour le charbon à partir de la même date.

ajouter : Observations/Bemerkungen

Cette taxe au taux actuel de 6% depuis le 5 mai 1961 est prorogée pour l'année 1963. (Loi du 21 décembre 1962 - M.B. du 26 décembre 1962, p. 11.695).

Toutefois, une réforme des impôts indirects est envisagée. La taxe de transmission "en cascade" doit être remplacée progressivement et par secteur par une taxe unique et forfaitaire. Ainsi, pour commencer, une taxe forfaitaire de 13% devait entrer en vigueur le 1er janvier 1964 pour les produits sidérurgiques et fabrications métalliques. Mais le 10 décembre 1963 le Ministre des Finances a ajourné l'application de cette mesure et la taxe actuelle de 6% est maintenue jusqu'à nouvel ordre.

France

(p. 49) à ajouter après cette page :

Prélèvement de 1,50% sur les réserves des sociétés.

La loi du 21 décembre 1961 assujettit les personnes morales de nationalité française passibles de l'impôt sur les sociétés à un prélèvement égal à 1,50% du montant de leurs réserves. Ce prélèvement est déductible et imputable, le cas échéant, sur le droit d'enregistrement exigible lors de l'incorporation en capital des réserves qui l'ont supporté. Il est dû par les sociétés existant au 22 décembre 1961. Sont exclus de ce prélèvement, les amortissements, les provisions et les dotations sur stocks régulièrement pratiqués.

Réf.: Loi du 21 décembre 1961 (Loi de Finances pour 1962, J.O. du 22 décembre 1961). La "Revue fiduciaire" No 727 du 19 mars 1962.

Italie

(p. 53)

remplacer cette page par le texte suivant :

Impôt/Steuer

Impôt sur les dividendes

Assiette/Bemessungsgrundlage

Tous les bénéfices distribués

Déductibilité/Abzugsfähigkeit

Déductible.

Taux/Steuersatz

15% retenus à la source

Observations/Bemerkungen

Entrée en vigueur: 1er janvier 1963

Réf.: Loi du 29 décembre 1962.

Luxembourg
(p. 67)

Pour les combustibles minéraux solides, taxe forfaitaire (franco destination) de 2,50% à partir du 1er juillet 1961.

Règlement grand-ducal du 19 mai 1961 (Mémorial du 7 juin 1961, page 417).

Pays Bas néant

U.K.
(p. 79)

Profits Tax. Rates 15% from 1.4.1961.

Réf. : Tolley's Synopsis et Profits Tax.
27è. édition 1963/1964

(p. 83) Local Rates

Rates. Remplacer ce paragraphe par le texte suivant:

Since 1.4.1963, properties have been assessed on current values (except for agricultural properties, which are exempt). The abatements previously in force for industrial and commercial properties have been abolished.

Réf.: Taxation in Western Europe 1963, p. 277.

U.S.A.
(p. 85)

Corporate Income Tax.

Rates. remplacer par le texte suivant:

30% since 1960

Réf.: U.S. Master Tax Guide 1963, p. 96.

Ajouter après la page 88 :

Japon

Japanese taxation system and tax accounting.

As far as the Japanese steel industry is concerned, there is no excise, turnover tax or the like levied on production or transaction.

The following taxes are levied on profits of enterprises:

1. Corporation tax.

The rate of corporation tax is 38 per cent of earned surplus, and 28 per cent for the portion of profit to be appropriated for the payment of dividends.

Corporation tax =

Profit appropriated for dividend payment $\times 28\% +$ (Appropriation for Profit-dividend payment) $\times 38\%$

2. Local taxes.

Surtaxes, called local taxes, include a prefectural tax of 5,4 per cent on the corporation tax, a district tax of 8,1 per cent also on the corporation tax, and an enterprise tax of 12 per cent on the earned profit.

Local taxes = Corporation tax $\times 13,5\% +$ Profit $\times 12\%$.

The above-mentioned taxes levied on earned profit are put under the category of "Income Taxes" in the income statement.

In addition to these profit taxes, there is a supplementary tax in the form of the fixed asset tax. It is levied on land, buildings, machinery, etc. owned by the enterprise. The standard for calculating the tax is based on the estimated current value of the fixed assets. The rates are 1,6 per cent for land and buildings, and 1,4 per cent for machinery and equipment. This fixed asset tax is included in the "Cost of goods sold".

Provision for estimated income taxes and for dividends to be declared.

In Japan, the amount to be reserved for the payment of income taxes, and the rate of dividend and its method of payment, are legally left to the discretion of shareholders at their general meeting which is held usually about two month after the end of a term. Consequently, the provisions for income taxes and dividends could be shown as items of unappropriated earned surplus in the balance sheet as of the end of a term. However, as the income taxes and dividends accruing in a term become corporation's liabilities in the business term immediately following the decision of the shareholder's meeting, they are indicated in a manner following the current practice in the United States.

Réf.: Financial Report, 2nd half of 1962. Fuji Steel.

Régimes fiscaux d'amortissements

Allernagne néant

Belgique

(p. 22)

à ajouter :

Régime d'option d'amortissements dégressifs.

Pour les éléments acquis ou constitués à partir du 1er janvier 1963 ou, lorsqu'il s'agit de contribuables tenant leur comptabilité autrement que par année civile, à partir du premier jour de l'exercice comptable clôturé dans le courant de l'année 1964, les entreprises peuvent, dans les conditions déterminées par l'arrêté royal du 8 octobre 1963, opter pour le système d'amortissements dégressifs.

Le système d'amortissements dégressifs n'est pas applicable :

- aux éléments dont la durée normale d'utilisation est inférieure à 6 ans ou supérieure à 19 ans,
- aux brevets, marques de fabrique, fonds de commerce, clientèle, nom de la firme et autres avoirs incorporels analogues.

Le montant de l'annuité d'amortissement dégressif afférente à chaque groupe d'éléments amortissables au même taux dégressif est déterminé :

- pour la période imposable en cours à la date de l'acquisition ou de la constitution de ces éléments en appliquant au prix de revient ou d'investissement un taux n'excédant pas le double du taux d'amortissement linéaire correspondant à la durée normale d'utilisation de ces éléments.
- pour chacune des périodes imposables suivantes, en appliquant le taux d'amortissement dégressif à la valeur résiduelle desdits éléments, c.à.d. à leur prix de revient ou d'investissement diminué des amortissements effectués et admis jusqu'à la fin de la période imposable antérieure.

Le taux d'amortissement dégressif ainsi déterminé ne peut cependant excéder 20 p.o.

A partir de la période imposable pour laquelle l'annuité d'amortissement dégressif n'excède plus l'annuité linéaire, le contribuable a la faculté, jusqu'à reconstitution intégrale du prix de revient ou d'investissement, d'appliquer annuellement un amortissement fixe qui ne peut être supérieur à l'annuité linéaire.

Les insuffisances d'amortissements se rapportant pour une période imposable quelconque, à un même groupe d'éléments, peuvent être comblées par transfert des excédents d'amortissements antérieurement taxés; elles peuvent, le cas échéant, être couvertes, après l'expiration de la période normale d'amortissement, par un ou plusieurs amortissements annuels n'excédant pas l'amortissement linéaire.

L'option pour le système d'amortissement dégressif pour un même groupe d'éléments est irrévocable, sauf renonciation en ce qui concerne les éléments appartenant à un même groupe d'éléments acquis postérieurement.

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER

HAUTE AUTORITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE ÉCONOMIE-ÉNERGIE

Direction Économie d'Entreprises

Bureau d'Études et d'Analyses

EUROPÄISCHE GEMEINSCHAFT
FÜR KOHLE UND STAHL

HOHE BEHÖRDE

GENERALDIREKTION WIRTSCHAFT-ENERGIE

Direktion Betriebswirtschaft

Studien- und Auswertungsreferat

CHARGES FISCALES DES ENTREPRISES

STEUERLASTEN DER UNTERNEHMEN

TAXES PAYABLE BY THE COMPANIES

NOTE EXPLICATIVE

Le présent catalogue a pour objet de donner sous une forme succincte un aperçu général sur les impôts payés par les entreprises et notamment les sociétés sidérurgiques des six pays de la Communauté, de la Grande Bretagne et des Etats Unis d'Amérique.

Ces renseignements sont classés par pays et dans l'ordre suivant : l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays Bas, la Grande Bretagne et les Etats Unis et à l'intérieur de chaque pays par catégorie d'impôt.

Afin de faciliter les recherches, une couleur distincte a été donnée à chaque pays sous forme de triangle en couleur imprimé dans la partie supérieure droite de chaque feuillet. Les couleurs adoptées sont les suivantes :

| | |
|------------------------------|---------------|
| <i>Allemagne</i> | <i>jaune</i> |
| <i>Belgique</i> | <i>violet</i> |
| <i>France</i> | <i>bleu</i> |
| <i>Italie</i> | <i>vert</i> |
| <i>Luxembourg</i> | <i>orange</i> |
| <i>Pays-Bas</i> | <i>rouge</i> |
| <i>Grande Bretagne</i> | <i>gris</i> |
| <i>Etats Unis d'Amérique</i> | <i>noir</i> |

Le catalogue fiscal constitue une 3e édition à jour au 1er Janvier 1961.

Les catégories d'impôt sont réparties pour chaque pays dans l'ordre suivant et comportent la codification ci-après :

Nature de l'impôtCodification

| | |
|--|-------|
| Impôt sur le revenu | R/E |
| Impôts sur le capital et le patrimoine | C/V |
| Taxes sur le chiffre d'affaires et sur la valeur ajoutée | CA/U |
| Impôts sur les salaires et traitements | ST/LE |
| Autres impôts ou taxes | D/S |

La codification ci-dessus est suivie des initiales du pays dans sa langue d'origine (p. ex. Allemagne = D, Pays-Bas = N, Grande Bretagne = UK) et d'un numéro d'ordre au cas où il existe dans un pays plusieurs impôts d'une même catégorie.

Au cas où des modifications seraient apportées à certains impôts ou que de nouveaux impôts seraient créés, des rectificatifs seront diffusés.

Luxembourg, Janvier 1961.

C. GOUDIMA

A. STEINMETZ

HOHE BEHÖRDE
GENERALDIREKTION WIRTSCHAFT ENERGIE
DIREKTION BETRIEBSWIRTSCHAFT
STUDIEN UND AUSWERTUNGSREFERAT

ERLÄUTERUNGEN

Mit dem vorliegenden Katalog soll ein kurzgefasster allgemeiner Überblick über die Steuern gegeben werden, die von den Unternehmern, insbesondere den Eisen- und Stahlgesellschaften in den sechs Ländern der Gemeinschaft, in Grossbritannien und in den Vereinigten Staaten, aufgebracht werden müssen.

Die Angaben sind in folgender Reihenfolge nach Ländern geordnet : Deutschland, Belgien, Frankreich, Italien, Luxemburg, Niederlande, Grossbritannien sowie Vereinigte Staaten, ferner innerhalb jedes Landes nach Steuerarten.

Um das Nachschlagen zu erleichtern, wurde für jedes Land eine andere Farbe gewählt, die auf der rechten oberen Seite jedes Blattes in Form eines Dreiecks aufgedruckt ist. Die für die einzelnen Länder gewählten Farben sind :

| | |
|---------------------------|----------------|
| <i>Deutschland</i> | <i>gelb</i> |
| <i>Belgien</i> | <i>violett</i> |
| <i>Frankreich</i> | <i>blau</i> |
| <i>Italien</i> | <i>grün</i> |
| <i>Luxemburg</i> | <i>orange</i> |
| <i>Niederlande</i> | <i>rot</i> |
| <i>Grossbritannien</i> | <i>grau</i> |
| <i>Vereinigte Staaten</i> | <i>schwarz</i> |

Der Steuerkatalog ist eine 3. Ausgabe mit dem Stand vom 1. Januar 1961.

Die Steuerarten sind für jedes Land in folgender Reihenfolge aufgeführt und entsprechen der danebenstehenden Kodifizierung :

| <u>Steuerart</u> | <u>Kodifizierung</u> |
|----------------------------------|----------------------|
| Steuern vom Ertrag | R/E |
| Steuern vom Kapital und Vermögen | C/V |

| <u>Steuerart</u> | <u>Kodifizierung</u> |
|-------------------------------------|----------------------|
| Steuern vom Umsatz oder Wertzuwachs | CA/U |
| Steuern auf Löhne und Gehälter | ST/LE |
| Sonstige Steuern | D/S |

Hinter der Kodifizierung werden der Anfangsbuchstabe des Landes in der Landessprache (z.B. Deutschland = D, Niederlande = N, Grossbritannien = UK) sowie, falls in einem Lande mehrere Steuern ein und derselben Art bestehen, eine Ordnungszahl aufgeführt.

Im Falle von Steueränderungen oder bei Einführung neuer Steuern, werden Berichtigungen ausgegeben.

Luxemburg, Januar 1961

C. GOUDIMA

A. STEINMETZ

ALLEMAGNE/DEUTSCHLAND

- «*Steuerrecht der Gesellschaften und Konzerne*» von Prof. Bühler, dritte Auflage, Verlag Vahlen GmbH, Berlin und Frankfurt/Main, 1956.
- «*Einkommen- und Körperschaftsteuergesetz*» Commerzbank-Gruppe, Erläuterte Neufassung nach der Steuerreform 1958.
- «*Bundesgesetzblatt*».
- «*Steuertafel*», Beilage zu Bühler, Grundriss des Steuerrechts, 3. Auflage 1957, Betriebswirtschaftlicher Verlag Dr. Th. Gabler, Wiesbaden.
- «*Rechte und Pflichten im Lastenausgleich*», Rheinisch-Westfälische Bank, Düsseldorf, 1952.
- «*Cahiers fiscaux*» du Conseil National du Patronat français, Paris, N° 33, octobre 1957.
- «*Taxation in the proposed European Free Trade Area*», Federation of British Industrie, London, october 1957.

BELGIQUE/BELGIEN

- «*Cahiers fiscaux*» du Conseil National du Patronat français, Paris N° 32, août/sept. 1957.
- «*Taxation in the proposed European Free Trade Area*», Federation of British Industries London, october 1957.
- «*The Belgian System of Taxation in its relation to corporations*» Bruxelles 1959, Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur.

FRANCE/FRANKREICH

- «*Mémento fiscal 1960*, Edition Durassié & Cie, Paris.
- «*Journal Officiel de la République française*».
- «*Statistiques et Etudes financières*», supplément 82, octobre 1955, Ministère des Finances, Paris.
- «*Taxation in the proposed European Free Trade Area*», Federation of

British Industries London, October 1957.

ITALIE/ITALIEN

«*Cahiers fiscaux du Conseil National du Patronat français*», Paris, N° 32, août/sept. 1957.

«*Statistiques et Etudes financières*», supplément 16, 1952, Ministère des Finances, Paris.

«*Taxation in the proposed European Free Trade Area*», Federation of British Industries, London, October 1957.

LUXEMBOURG/LUXEMBURG

«*L'Economie luxembourgeoise en 1956*», Cahiers économiques du Service d'Etudes, N° 17, Ministère des Affaires économiques de Luxembourg 1957.

«*Cahiers fiscaux du Conseil National du Patronat français*» Paris, N° 33, octobre 1957.

PAYS-BAS/NIEDERLANDE

«*Statistiques et Etudes financières*», supplément 16, 1952, Ministère des Finances, Paris.

«*Belastingen 1954*», van Soest, Dr. Brouwer & Zoon, Arnheim.

«*Belastingtarieven*», Bureau Commun de Statistiques, Rotterdam, 1955.

«*Cahiers fiscaux du Conseil National du Patronat français*», Paris, N° 33, octobre 1957.

«*Taxation in the proposed European Free Trade Area*», Federation of the British Industries, London, October 1957.

GRANDE BRETAGNE/GROSSBRITANNIEN

«*Statistiques et Etudes financières*», suppléments 11 et 82, 1951 et octobre 1955, Ministère des Finances, Paris.

«*Note brèves sur les charges fiscales en vigueur au Royaume-Uni*», document N° 763/57 du Comité de l'Acier du Conseil d'Association, 1er février 1957.

«*Taxation in the proposed European Free Trade Area*», Federation of Industries, London, October 1957.

«*Tolley's Synopsis of Profits Tax*» 1958.

«*Tolley's Income Tax, Sur - Tax, & c. Chart-Manual*» 1958/1959.

ETATS UNIS D'AMERIQUE/ VEREINIGTE STAATEN

«*1961 US Master Tax Guide*», Commerce Clearing House, Inc. Chicago.

Fiche de commande des rectificatifs au catalogue
des charges fiscales des entreprises

Veillez détacher la partie inférieure et la faire parvenir
à la

**Haute Autorité de la Communauté Européenne
du Charbon et de l'Acier**

**Direction Générale Economie Energie
Direction Economie d'Entreprises,
Bureau d'Etudes et d'Analyses**

Luxembourg

Je désire recevoir les rectificatifs au catalogue des
Charges fiscales des entreprises.

Nom _____

Adresse complete _____

N° de telephone _____

Bestellschein für Berichtigungen zum Katalog
über Steuerlasten der Unternehmen

Bitte den unteren Teil dieses Zettels abtrennen und an folgende Anschrift senden :

**Hohe Behörde der Europäischen Gemeinschaft
für Kohle und Stahl**

**Generaldirektion Wirtschaft Energie
Direktion Betriebswirtschaft
Studien und Auswertungsreferat**

Ich bitte um Übersendung der Berichtigungen zum Katalog über Steuerlasten der Unternehmen.

Name _____

genaue Anschrift _____

Telefon- Nummer _____

Steuerart

R/E - D - 1

Land

DEUTSCHLAND

Nature de l'Impôt

Pays

STEUER/IMPOT : Körperschaftsteuer

Steuerschuldner : das Unternehmen.

BEMESSUNGSGRUNDLAGE/ASSIETTE :

Das im Wirtschaftsjahr erzielte Einkommen, d.h. der Reingewinn, zuzüglich der nicht abzugsfähigen Ausgaben wie Vermögensteuer, 2/3 der Lastenausgleichsabgabe, Aufsichtsratsvergütung, Spenden und ähnliches.

VERLUSTVERRECHNUNG/REPORT DES PERTES : 5 Jahre.

ABZUGSFÄHIGKEIT/DEDUCTIBILITE : Nicht abzugsfähig.

STEUERSATZ/TAUX :

| | |
|----------------------------|------|
| Ausgeschütteter Gewinn : | 15 % |
| Unausgeschütteter Gewinn : | 51 % |

Sonderregelung für sogenannte personenbezogene Kapitalgesellschaften, deren Vermögen, einschliesslich Beteiligungen, nicht mehr als 5 Millionen DM beträgt, deren Anteile mindestens zu 76 % des Nennkapitals natürlichen Personen gehören, deren Aktien auf den Namen lauten und weder zum Handel an der Börse noch im geregelten Freiverkehr zugelassen sind.

| | |
|-------------------------------------|--------|
| Ausgeschütteter Gewinn : | 26,5 % |
| Nicht ausgeschütteter Gewinn : | |
| für die ersten 10.000 DM | 39 % |
| für die zweiten 10.000 DM | 44 % |
| für die dritten 10.000 DM | 49 % |
| für die vierten 10.000 DM | 54 % |
| für die fünften 10.000 DM | 59 % |
| für alle weiteren Einkommensbeträge | 49 % |

REF. : « Steueränderungsgesetz vom 18.7.1958 »,

Bundesgesetzblatt, Teil I, N° 26 vom 23. Juli 1958,
Seite 487, 488.

STAND/SITUATION :

Jan. 1961.

Steuerart R/E - D - 2 Land DEUTSCHLAND
Nature de l'Impôt Pays

STEUER/IMPOT : Sonderbestimmungen betr. Körperschaftsteuer (Fall der Mutter- und Tochtergesellschaften - Absetzbarkeit des Ertrags vom Ertrag).

BEMESSUNGSGRUNDLAGE/ASSIETTE :

Das im Wirtschaftsjahr erzielte Einkommen (wie für R/E - D - 1).

VERLUSTVERRECHNUNG/REPORT DES PERTES : 5 Jahre.

BEMERKUNGEN/OBSERVATIONS :

Schachtelprivileg.

Die von der Tochter- an die Muttergesellschaft abgeführten Gewinne fallen nicht unter die von der Muttergesellschaft zu zahlende Körperschaftsteuer, vorausgesetzt, dass die Beteiligung der Muttergesellschaft am Aktienkapital der Tochtergesellschaft mindestens 25 % beträgt und sie die Beteiligung seit mindestens 12 Monaten im Besitz hat.

Falls die Muttergesellschaft den erhaltenen Gewinn nicht ausschüttet, muss sie 36 % zahlen (Nachsteuer), d.h. die Differenz zwischen 51 und 15 % = 36 %. Die Tochtergesellschaft muss unbeschränkt steuerpflichtig sein.

REF. : « Steueränderungsgesetz 1958 ».

DGBI. I, N° 26 vom 23.7.1958, Seite 489.

« Steuerrecht der Gesellschaften und Konzerne »
S. 309 bis 312.

STAND/SITUATION :

Jan. 1961.

Steuerart R/E - D - 3 Land DEUTSCHLAND
Nature de l'Impôt Pays

STEUER/IMPOT : Sonderbestimmungen betr. Körperschaftsteuer (Fall der Mutter- und Tochtergesellschaften).

BEMESSUNGSGRUNDLAGE/ASSIETTE :

Das im Wirtschaftsjahr erzielte Einkommen (wie für R/E - D - 1).

VERLUSTVERRECHNUNG/REPORT DES PERTES : 5 Jahre.

BEMERKUNGEN/OBSERVATIONS :

Organschaften

Unter Organschaft ist ein zwischen einem inländischen Unternehmen (Körperschaft, Personenvereinigung, Vermögensmasse, Personengesellschaft, Einzelunternehmen) und einer inländischen Kapitalgesellschaft bestehendes Verhältnis zu verstehen, nach dem die inländische Kapitalgesellschaft (Organ oder Tochtergesellschaft) nach dem Gesamtbild der tatsächlichen Verhältnisse finanziell, wirtschaftlich und organisatorisch in das andere inländische Unternehmen (Organträger oder Mutterunternehmen) eingegliedert ist. Der Charakter des Organs als selbständige Rechtspersönlichkeit des Körperschaftsteuerrechts wird durch die Organschaft nicht berührt. Das gilt auch dann, wenn zwischen dem Organ und dem Organträger ein steuerrechtlich anerkannter Ergebnisabführungsvertrag besteht.

Die Organschaft hat nur dann körperschaftsteuerrechtliche Wirkungen, wenn zwischen dem Organträger und dem Organ ein steuerrechtlich anerkannter Ergebnisabführungsvertrag besteht.

Die Versteuerung findet bis auf gewisse Beträge (Vermögenssteuer) beim Mutterunternehmen (Organträger) statt.

Verluste einer Tochtergesellschaft (Organ) können bei dem Mutterunternehmen vom Gesamtgewinn abgezogen werden.

REF. : «Steuerrecht der Gesellschaften und Konzerne», S. 312 ff.
«Bundessteuerblatt 1959»
Teil II, S. 161.

STAND/SITUATION :

Januar 1961.

Steuerart

R/E - D - 4

Land

DEUTSCHLAND

Nature de l'Impôt

Pays

STEUER/IMPOT : Notopfer Berlin

BEMESSUNGSGRUNDLAGE/ASSIETTE :

Dieselbe wie für die Körperschaftsteuer.

BEMERKUNGEN/OBSERVATIONS :

Das Notopfer Berlin ist ab Veranlagungszeitraum 1958 nicht mehr erhoben worden. Es wurde in die Körperschaftsteuer einbezogen.

REF. : « Steueränderungsgesetz 1958 ».

Bundesgesetzblatt, Teil I, N° 26, vom 23 Juli 1958, S. 489.

STAND/SITUATION :

Jan. 1961.

Steuerart

R/E - D - 5

Land

DEUTSCHLAND

Nature de l'Impôt

Pays

STEUER/IMPOT : Kapitalertragsteuer.

Zu Lasten des Empfängers.

BEMESSUNGSGRUNDLAGE/ASSIETTE :

Der ausgeschüttete Gewinn.

ABZUGSFÄHIGKEIT/DEDUCTIBILITE :

Nicht abzugsfähig.

STEUERSATZ/TAUX :

25 %

BEMERKUNGEN/OBSERVATIONS :

Diese Steuer wird an der Quelle erhoben und auf die Einkommensteuer des Anteiligners angerechnet.

Im Prinzip, keine Rückerstattung, falls die vom Steuerpflichtigen zu zahlende Einkommensteuer niedriger als die Kapitalertragsteuer ist.

REF. : « Steueränderungsgesetz vom 18.7.1958 »

Bundesgesetzblatt I, N° 26, vom 23.7.1958, S. 489.

Cahiers fiscaux CNPF. N° 33,

octobre 1957, S. 136.

STAND/SITUATION :

Jan. 1961.

Steuerart

R/E - D - 6

Land

DEUTSCHLAND

Nature de l'Impôt

Pays

STEUER/IMPOT : Gewerbeertragsteuer.

Steuerschuldner : das Unternehmen.

BEMESSUNGSGRUNDLAGE/ASSIETTE :

Dieselbe wie für die Körperschaftsteuer mit gewissen Hinzurechnungen und Kürzungen. Bei den Hinzurechnungen fallen die Dauerschuldzinsen (Schulden von über 1 Jahr) am meisten ins Gewicht. Zu den Kürzungen gehören im wesentlichen Absetzungen in Höhe von 3 % vom Grundvermögen.

ABZUGSFÄHIGKEIT/DEDUCTIBILITE :

Abzugsfähig beim Gewerbeertrag und bei der Körperschaftsteuer.

STEUERSATZ/TAUX :

Steuermesszahl 5 %, plus Hebesatz, der von der Gemeinde festgesetzt wird (zwischen 200 bis 350 %). Praktisch liegt der Steuersatz zwischen 12,5 und 15 %.

BEMERKUNGEN/OBSERVATIONS :

Besteht Organschaft (Ergebnisabführungsvertrag) so werden die Tochtergesellschaften mit der Muttergesellschaft versteuert.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF, N° 33.
octobre 1957, S. 134.

STAND/SITUATION :

Jan. 1961.

Steuerart C/V - D - 1 Land DEUTSCHLAND

Nature de l'impôt Pays

STEUER/IMPOT : Vermögensteuer
Steuerschuldner : das Unternehmen.

BEMESSUNGSGRUNDLAGE/ASSIETTE :

Gesamtvermögen der steuerpflichtigen Gesellschaften, nach Abzug der wirklichen Schulden.

ABZUGSFÄHIGKEIT/DEDUCTIBILITE :

Nicht abzugsfähig bei der Körperschaftsteuer, jedoch abzugsfähig bei der Einkommensteuer.

STEUERSATZ/TAUX :

1 %

BEMERKUNGEN/OBSERVATIONS :

Beteiligungen bleiben ausser Ansatz, wenn es sich um eine unbeschränkt steuerpflichtige Gesellschaft handelt und wenn das Beteiligungsverhältnis seit über 12 Monaten mindestens 25 % beträgt.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF, N° 33,
octobre 1957, S. 110 bis 112 und 132.

STAND/SITUATION :

Jan. 1961.

Steuerart

C/V - D - 2

Land

DEUTSCHLAND

Nature de l'Impôts

Pays

STEUER/IMPOT : Vermögensabgabe des Lastenausgleichs.

Steuerschuldner : das Unternehmen.

BEMESSUNGSGRUNDLAGE/ASSIETTE :

Das am 21. Juni 1948 (Währungsreform) bestehende Vermögen abzüglich der Schulden und Verbindlichkeiten (Stichtagsvermögen).

ABZUGSFÄHIGKEIT/DEDUCTIBILITE :

Zu 1/3 abzugsfähig bei der Körperschaftsteuer. Nicht abzugsfähig bei der Gewerbeertragssteuer.

STEUERSATZ/TAUX :

50 % des Reinvermögens, verteilt auf eine 30-jährige Laufzeit (1. April 1949 bis 31. März 1979).

BEMERKUNGEN/OBSERVATIONS :

Zahlbar in Vierteljahrsätzen, die für Gesellschaften 1,7 % oder pro Jahr 6,8 % der Abgabeschuld betragen. Die frühere Soforthilfeabgabe wird angerechnet.

REF. :

Rechte und Pflichten im Lastenausgleich,
S. 20 bis 38.

STAND/SITUATION :

Jan. 1961.

Steuerart C/V - D 3

Land

Nature de l'impôt

Pays

STEUER/IMPOT : Grundsteuer auf bebaute und unbebaute Grundstücke.

BEMESSUNGSGRUNDLAGE/ASSIETTE :

Ist der festgestellte Einheitswert, mit dem, unter Anwendung einer bestimmten Steuermesszahl, der sogenannte Steuermessbetrag errechnet wird. Hierzu kommt der Hebesatz.

ABZUGSFÄHIGKEIT/DEDUCTIBILITE :

Abzugsfähig.

STEUERSATZ/TAUX :

Steuermesszahl 10‰. Der Hebesatz ist in den einzelnen Gemeinden unterschiedlich und schwankt zwischen 200 und 300 %.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF, N° 33,
octobre 1957, S. 113.

STAND/SITUATION :

Jan. 1961.

Steuerart

C/V - D - 4

Land

DEUTSCHLAND

Nature de l'Impôt

Pays

STEUER/IMPOT : Gewerbesteuer.

Steuerschuldner : das Unternehmen.

BEMESSUNGSRUNDRLAGE/ASSIETTE :

Dieselbe wie für die Vermögensteuer; jedoch mit gewissen Hinzurechnungen und Kürzungen. Bei Hinzurechnungen fallen Dauerschulden und gleichartige Lasten (Hypothekenschulden, langfristige Kredite, Lastenausgleichabgaben) am meisten ins Gewicht.

ABZUGSFÄHIGKEIT/DEDUCTIBILITE :

Abzugsfähig bei der Gewerbesteuer und bei der Körperschaftsteuer.

STEUERSATZ/TAUX :

Steuermesszahl 2 %, plus Hebesatz oder Hundertsatz, der von den einzelnen Gemeinden unterschiedlich festgelegt wird (zirka 200 bis 350 %).

BEMERKUNGEN/OBSERVATIONS :

Der wirkliche Steuersatz beträgt bei einem Hebesatz von 300 % 0.6 % vom Betriebsvermögen.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF, N° 33,
octobre 1957, S. 114, 115.

STAND/SITUATION :

Jan. 1961.

Steuerart

CA/U - D - 1

Land

DEUTSCHLAND

Nature de l'Impôt

Pays

STEUER/IMPOT :

Umsatzsteuer

Wird praktisch im Endpreis berücksichtigt.

BEMESSUNGSGRUNDLAGE/ASSIETTE :

Das vereinnahmte oder auch das vereinbarte Entgelt bei Lieferungen und Leistungen.

ABZUGSFÄHIGKEIT/DEDUCTIBILITE :

Abzugsfähig bei den Ertragsteuern (Körperschaftsteuer und Gewerbeertragsteuer).

STEUERSATZ/TAUX :

4 %.

BEMERKUNGEN/OBSERVATIONS :

4 % für Eisen- und Stahlerzeugnisse

4 % für Kohle

4 % für inländischen Erz; umsatzsteuerfrei bei eingeführtem Erz;

Steuerbegünstigung bei Lieferungen im Grosshandel = 1 % bzw. steuerfrei für gewisse Gegenstände.

Steuervergütung bei Ausfuhr.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF, N° 33,
octobre 1957, S. 117 bis 121.

siehe auch Seite 24 und 25

STAND/SITUATION : Jan. 1961.

Steuerart

CA/U - D - 2

Land

DEUTSCHLAND

Nature de l'Impôt

Pays

STEUER/IMPOT :

Sonderbestimmungen betr. Umsatzsteuer. «Verordnung betreffend die Besteuerung der entflochtenen Unternehmen der Stahl- und Eisenindustrie auf dem Gebiet der Umsatzsteuer» vom 10. Februar 1953, sogenannte «Eisen- und Stahlverordnung».

BEMERKUNGEN/OBSERVATIONS :

Diese Verordnung, die seit dem 31. Dezember 1958 nicht mehr in Kraft ist, wird hier nur der Vollständigkeit halber erwähnt.

REF. :

Bundesgesetzblatt, Teil I, N° 4
vom 10. Februar 1953, S. 17 - 18.

STAND/SITUATION :

Jan. 1961.

| | | | |
|-------------------|--------------|------|-------------|
| Steuerart | CA/U - D - 3 | Land | DEUTSCHLAND |
| Nature de l'Impôt | | Pays | |

STEUER/IMPOT :

Sonderbestimmungen betr. Umsatzsteuer (Wiedereinführung der Organschaft im Umsatzsteuerrecht).

BEMESSUNGSGRUNDLAGE/ASSIETTE :

Sogenannte «Innenumsätze» d.h. Lieferungen und sonstige Leistungen innerhalb eines Organkreises, also innerbetriebliche Vorgänge, sind umsatzsteuerfrei.

BEMERKUNGEN/OBSERVATIONS :

Das 9. Gesetz zur Änderung des Umsatzsteuergesetzes vom 18. Oktober 1957 hat die «umsatzsteuerliche Organschaft», die das Kontrollratsgesetz N° 15 vom 11. Februar 1946 aufgehoben hatte, vom 1. April 1958 an wieder im vollen früheren Umfang eingeführt.

Diese Befreiung von der Umsatzsteuer erstreckt sich demnach auf die zwischen einer Muttergesellschaft (Obergesellschaft) und ihren Tochtergesellschaften (Organgesellschaften) oder zwischen mehreren Tochtergesellschaften derselben Muttergesellschaft getätigten Transaktionen, vorausgesetzt dass die Tochtergesellschaften finanziell, wirtschaftlich und organisatorisch in das Unternehmen der Muttergesellschaft eingegliedert sind, ohne dass es einer besonderen Vereinbarung über Gewinn- oder Verlustübernahme durch die Muttergesellschaft (Obergesellschaft) bedarf.

Bestrebungen sind im Gange um die Höhe der Beteiligung der Mutter. bzw. Obergesellschaft auf 75 % festzusetzen.

REF. :

9. Gesetz zur Änderung des Umsatzsteuergesetzes vom 18. Oktober 1957.

Erlass des Bundesfinanzministers vom 21. März 1958.

STAND/SITUATION : Jan. 1961.

Steuerart ST/LE - D-1 **Land** DEUTSCHLAND
Nature de l'impôt **Pays**

STEUER/IMPOT :

Lohnsummensteuer.
Gehört zu den Gewerbesteuern.
Steuerschuldner : das Unternehmen.

BEMESSUNGSGRUNDLAGE/ASSIETTE :

Ist die Summe der Vergütungen, die in jedem Monat an die Arbeitnehmer der in der Gemeinde liegenden Betriebsstätte gezahlt worden ist.

ABZUGSFÄHIGKEIT/DEDUCTIBILITE :

Abzugsfähig.

STEUERSATZ/TAUX :

Steuermesszahl 2 ‰

Hierzu kommt der Hebesatz, (rund 1000 ‰) der von den einzelnen Gemeinden unterschiedlich festgelegt wird.

BEMERKUNGEN/OBSERVATIONS :

Diese Steuer wird nicht von allen Gemeinden oder Städten erhoben. Bei einem Hebesatz von 1000 ‰, wirklicher Steuersatz 2 ‰.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF, N° 33,
octobre 1957, S. 122, 123.

STAND/SITUATION :

Jan. 1961.

Nature de l'impôt R/E - B - 1 Pays BELGIQUE

Steuerart Land

IMPOT/STEUER :

Taxe professionnelle sur les bénéfices non distribués.

Débiteur de l'impôt : l'entreprise.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Tous les bénéfices réalisés qu'ils résultent d'une activité principale ou occasionnelle, déduction faite des charges (salaires, loyers, frais de bureau etc.).

REPORT DES PERTES/VERLUSTVERRECHNUNG :

5 ans.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

Fixé par tranches; en général 40 % pour les sociétés.

| | |
|--|---------|
| 1ère tranche : jusqu'à 150.000 FB | 25 % |
| 2ème tranche : de 150 à 500 000 FB | 30 % |
| 3ème tranche : de 500.000 à 1 mill. FB | 35 % |
| 4ème tranche : de 1 à 10 millions FB | 37,50 % |
| 5ème tranche : plus de 10 millions FB | 40 % |

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF N° 32.

août/ septembre 1957 - p. 116 à 122.

«The Belgian System of Taxation in its relation to Corporations»,
p. 15.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'Impôt R/E - B - 2 Pays BELGIQUE

Steuerart Land

IMPOT/STEUER :

Taxe mobilière sur les bénéfices distribués.

A la charge de l' actionnaire.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Montant brut des bénéfices à distribuer.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

30 %.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Cette taxe est retenue à la source. En outre, les bénéfices distribués sont soumis à la «Contribution Nationale de Crise».

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 32,
août/Septembre 1957 - p. 126, 127.

«The Belgian System of Taxation in its relation to Corporations»
p. 16.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'Impôt R/E - B - 3

Pays

BELGIQUE

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

«Contribution Nationale de Crise»
sur les bénéfices distribués.

Débiteur de l'impôt : l'entreprise.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Montant brut des bénéfices à distribuer.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Non déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

20 %.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Cette taxe est acquittée par la société. Elle s'ajoute à la Taxe mobilière qui frappe également les bénéfices distribués.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 32,
août/ septembre 1957 - p. 126,, 127.

«The Belgian System of Taxation in its relation to Corporations»
p. 16.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'impôt R/E - B - 4

Pays

BELGIQUE

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Taxe exceptionnelle de conjoncture.

Débiteur de l'impôt : l'entreprise.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Montant des bénéfices distribués auquel il faut ajouter les bénéfices non distribués ainsi que le montant brut des tantièmes alloués.

REPORT DES PERTES/VERLUSTVERRECHNUNG:

5 ans.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Non déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

5,5 %.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Franchise jusqu'à 500.000 FB de revenu imposable. En outre, abattement de 500.000 FB pour tout revenu inférieur à 2 millions FB. - Au-dessus de 2 millions FB la taxe est uniformément de 82.500 FB majorée du sixième du revenu excédentaire.

Cette taxe s'applique aux années civiles 1956 et 1957 ainsi qu'à l'exercice 1957/1958 dans la mesure où l'exercice ne correspond pas à l'année civile.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 32,
août/septembre 1957 - p. 123.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'impôt C/V - B - 1

Pays

BELGIQUE

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Impôt sur le capital.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Cet impôt est inexistant en Belgique.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 32,
août/ septembre 1957 - p. 98.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'Impôt C/V - B - 2

Pays

BELGIQUE

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Contribution foncière.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Revenu cadastral des propriétés foncières; ce revenu est révisé tous les 20 ans.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

De base 6 %, majoré de centimes additionnels provinciaux et communaux.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Le taux de base de 6 % s'applique aussi bien aux propriétés bâties qu'aux propriétés non bâties.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 32,
août/ septembre 1957 - p. 99 et 100.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'Impôt CA/U - B - 1

Pays

BELGIQUE

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Taxe de Transmission ,
à la charge du dernier consommateur.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Taxe à cascade à laquelle est assujettie toute vente de marchandise et toute transmission entre vifs à titre onéreux de biens meubles corporels dont la livraison est effectuée en Belgique.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

5 %.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 32,
août/septembre 1957 - p. 105 à 108.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'impôt ST/LE + B + 1

Pays

BELGIQUE

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Taxe sur le personnel occupé.

Débiteur de l'impôt : l'entreprise.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Diviser le total des salaires payés dans chaque établissement pendant l'exercice fiscal par un salaire moyen annuel.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

Variable selon les communes en moyenne 100 à 150 FB par unité.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

C'est une taxe industrielle communale qui n'est perçue que dans un certain nombre de communes.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 32,
août/ septembre 1957 - p. 113, 114.

SITUATION/STAND

Janvier 1961.

Nature de l'impôt

R/E - F - 1

Pays

FRANCE

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Impôt sur les bénéfices des sociétés.

Débiteur de l'impôt : l'entreprise.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Bénéfice net réalisé au cours du dernier exercice.

REPORT DES PERTES/VERLUSTVERRECHNUNG :

5 ans.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Non déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

50 % à partir de l'exercice 1958.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

S'applique aux bénéfices distribués et non distribués.

REF. :

Mémento fiscal 1960 p. 136 à 147.

Art. 60, al. 1 et 2 de l'ordonnance N° 58 - 1374 du 30 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959 (J.O. du 31 décembre 1958, p. 12.077).

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'Impôt

R/E - F - 2

Pays

FRANCE

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Régime spécial en matière d'impôt sur les sociétés (cas de sociétés-mères et filiales - déduction « revenu sur revenu »).

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Bénéfice net réalisé au cours du dernier exercice.

REPORT DES PERTES/VERLUSTVERRECHNUNG :

5 ans.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

La société-mère dont la participation doit être de 20% au moins, ne sera soumise à l'impôt sur les sociétés que pour le quart des bénéfices nets perçus de sa filiale.

Cas spéciaux pour apports en vue d'une fusion partielle et pour apports en espèces.

REF. :

Mémento fiscal 1960,
p. 139.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'impôt

R/E - F - 3

Pays

FRANCE

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Taxation des dividendes. Retenue à la source de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, à la charge de l'actionnaire.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Tous les bénéficiaires qui ne sont pas mis en réserve ou incorporés au capital.

DECUTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Non déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

24 %.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Les sommes retenues à la source sont imputables à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, mais non déductibles.

En vertu de l'art. 20 de la loi du 28 décembre 1959, ces sommes seront restituées dans la mesure où elles ne seront pas imputables par suite du montant inférieur de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Un décret fixera les conditions de cette restitution.

REF. :

Mémento fiscal 1960.
p. 149 et 150.

Art. 20 de la loi du 28 décembre 1959 (J.O. du 29 décembre 1959 (J.O. du 29 décembre 1959, p. 12.462).

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'Impôt CA/U - F - 1 Pays FRANCE
Steuerart Land

IMPOT/STEUER :

Taxe sur la valeur ajoutée - TVA ;
à la charge du dernier consommateur.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Le prix de vente taxe comprise.

Mais chaque producteur n'acquitte que la taxe sur le montant de ses ventes, déduction faite des taxes afférentes à ses achats.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

Taux normal : 20 %.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Taxe due par le producteur qui fabrique, façonne, transforme ou assure la présentation commerciale avant livraison au consommateur.

Taux réduits : 6 % pour certains produits alimentaires, 10 % notamment pour le charbon, gaz, électricité.

Taux majorés: 25 % et 23 % pour certains produits de luxe et de demi-luxe.

Exonération en matière d'exportation.

REF. :

Mémento fiscal 1960, p. 3 à 15.

Art. 32, § 1, de l'ordonnance N° 58 - 1374 du 30 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959

J.O. du 31 décembre 1958, p. 12.075).

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'impôt

C/V - F - 1

Pays

FRANCE

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Impôt sur le capital.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Cet impôt est inexistant en France.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961

Nature de l'Impôt C/V - F - 2

Pays

FRANCE

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Contribution foncière.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Valeur locative cadastrale telle qu'elle résulte de la révision quinquennale des évaluations foncières.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

Variable suivant les communes ou villes, majoré d'un pourcentage allant de 150 à 500 %. Dans la sidérurgie, cet impôt représente rarement plus de 0,1 % du chiffre d'affaires.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Frappe les propriétaires bâties et non bâties.

REF. :

Mémento fiscal 1960
p. 133, 134.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'impôt

ST/LE-F-1

Pays

FRANCE

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Versement forfaitaire sur les salaires payés.

Débiteur de l'impôt : l'entreprise.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Montant brut des traitements, salaires et indemnités payés par les employeurs, avant déduction des cotisations ouvrières à la Sécurité-Sociale.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT

Déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

5 %.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Y sont compris les heures supplémentaires, les avantages en nature.

Par application de l'art. 2 de la loi du 29 décembre 1956 et du décret d'application du 3 avril 1957, ce versement forfaitaire est porté, à compter du 1er Janvier 1957, pour un salarié gagnant plus de 3 millions d'anciens francs par an :

à 10 % pour la fraction comprise entre 3 et 6 millions par an

à 16 % pour la fraction excédant 6 millions par an.

Il est de 3 % sur le montant des pensions et retraites publiques ou versées par des caisses régulièrement autorisées.

REF. :

Mémento fiscal 1960

p. 89 et 90

SITUATION/STAND :

Jan. 1961

Nature de l'impôt ST/LE - F - 2 Pays FRANCE
Steuerart Land

IMPOT/STEUER :

Taxe d'apprentissage.
Débiteur de l'impôt : l'entreprise.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Montant brut total des appointements, salaires, indemnités et rétributions quelconques effectivement payés au cours de l'année, avant déduction des cotisations ouvrières à la Sécurité Sociale et des retenues pour la retraite.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

0,40 %

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Y sont compris les avantages en nature ou en argent, les salaires-pourboires. L'employeur peut se libérer de cette taxe en effectuant des versements volontaires en faveur de l'enseignement technique.

REF. :

Mémento fiscal 1960.
p. 126.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'impôt

D/S - F - 1

Pays

FRANCE

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Patente.

Débiteur de l'impôt : l'entreprise.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Cet impôt frappe toute profession commerciale, industrielle ou libérale. Il est fonction de la nature de la profession, du chiffre de la population de la ville ou commune, du nombre d'ouvriers employés, du nombre de machines, du montant du loyer ou de la valeur locative des locaux professionnels.

Droit fixe établi par 3 tableaux selon la profession, plus droit proportionnel basé sur le loyer ou la valeur locative.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

Essentiellement variable. Droit fixe + droit proportionnel = principal fictif qui est multiplié par le taux ou « centime le franc ».

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Dans la sidérurgie, cet impôt représente environ 0,25 % du chiffre d'affaires.

REF. :

Mémento fiscal 1960

p. 130 à 132.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'impôt D/S - F-2

Pays

FRANCE

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Décote sur stocks ou dotation.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

En vue du maintien ou de la reconstitution du stock indispensable (stock-outil) à leur fonctionnement, les entreprises étaient autorisées, pour l'établissement de leur bénéfice imposable, à tenir compte de l'évaluation de leurs stocks calculée au prix de revient conformément à certaines règles du Code Général des Impôts (CGI).

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Cette facilité fiscale à caractère permanent, mais facultative a été abrogée par l'art. 32 de la loi du 28 décembre 1959.

REF. :

Art. 32 de la loi du 28 décembre 1959
(J.O. du 29 décembre 1959, page 12.464).

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'impôt D/S - F-3 Pays FRANCE

Steuerart Land

IMPOT/STEUER :

Taxe sur les décotes et dotations des stocks.

Débiteur de l'impôt : l'entreprise.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Cette taxe porte :

- sur les décotes et dotations régulièrement pratiquées avant le 29 décembre 1959 et existant à la clôture du dernier exercice arrêté avant cette date;
- sur les dotations pratiquées jusqu'à la clôture du deuxième exercice arrêté après le 29 décembre 1959 et au plus tard le 31 décembre 1961.

REPORT DES PERTES/VERLUSTVERRECHNUNG :

Les entreprises peuvent demander à déduire des bases de la taxe les déficits comptables figurant au bilan de référence, c.à.d. au bilan du dernier exercice arrêté avant le 29 décembre 1959.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Non déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

6 %.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Cette taxe est due par toutes les entreprises au bilan desquelles figurent ou seront inscrites des décotes ou dotations sur stocks régulièrement constituées.

REF. :

Art. 52 de la loi du 28 décembre 1959
(J.O. du 29 décembre 1959, page 12.466)

Nature de l'impôt D/S - F-3

Pays

FRANCE

Steuerart

Land

REF. : (suite)

Mémento fiscal 1960,
page 48.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'impôt D/S - F - 4

Pays

FRANCE

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Taxe sur la distribution aux associés de la réserve spéciale de réévaluation.

Débiteur de l'impôt : l'entreprise.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Montant de la réserve spéciale de réévaluation distribuée aux associés.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Non déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

12 %.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Ce régime est maintenu jusqu'au 31 décembre 1963.

REF. :

Mémento fiscal 1960,
page 166.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'Impôt D/S - F-5

Pays

FRANCE

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Taxe sur les réserves spéciales de réévaluation.

Débiteur de l'impôt : l'entreprise.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Cette taxe porte :

- sur les réserves de réévaluation constituées à la clôture des exercices arrêtés avant le 29 décembre 1959 et qui n'ont pas été distribuées ou incorporées au capital antérieurement à cette date;
- sur les réserves de réévaluation qui ont été distribuées ou incorporées au capital entre le 1er juillet 1959 et le 29 décembre 1959;
- sur les réserves de réévaluation qui seront dégagées à l'occasion de la révision des bilans effectuée dans les conditions fixées par la loi du 28 décembre 1959.

REPORT DES PERTES/VERLUSTVERRECHNUNG :

Les entreprises peuvent demander à déduire des bases de la taxe les déficits comptables figurant au bilan de référence c.à.d. au bilan du dernier exercice arrêté avant le 29 décembre 1959, mais les déficits ne peuvent être imputés sur les bases de la taxe de 3 % que dans la mesure où ils n'ont pas déjà été admis en déduction au titre de la taxe de 6 % sur les décotes et dotations sur stocks.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Non déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

3 %.

Nature de l'Impôt D/S - F - 5

Pays

FRANCE

Steuerart

Land

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Cette taxe est due par toutes les entreprises ayant procédé ou qui procéderont à la réévaluation de leurs éléments d'actif.

REF. :

Art. 53 de la loi du 28 décembre 1959;
(J.O. du 29 décembre 1959, page 12.466)
Mémento fiscal 1960;
page 47.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'impôt

R/E - 1 - 1

Pays

ITALIE

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Imposta di ricchezza mobile
(Impôt de la richesse mobilière)
de la catégorie B.

Débiteur de l'impôt : l'entreprise.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Ensemble du revenu des sociétés que ce revenu soit distribué
ou non.

REPORT DES PERTES/VERLUSTVERRECHNUNG :

5 ans.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Non déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

20 % majoré par des décimes provinciaux, communaux et autres.
Taux pratique 29 %.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Il s'agit de l'impôt sur les bénéfices des sociétés au titre de la
catégorie B, c'est-à-dire des revenus d'entreprise combinés du capital
et du travail.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 32,
août/ septembre 1957,
p. 59 à 64.

SITUATION/STAND : Jan. 1961.

Nature de l'Impôt R/E - 1 - 2

Pays ITALIE

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Imposta sulle società (impôt sur les sociétés) au titre d'une certaine fraction du bénéfice des sociétés.

Débiteur de l'impôt : l'entreprise.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

On détermine le bénéfice imposable (revenus perçus à quelque titre que ce soit) en déduisant du revenu brut d'une société l'impôt de richesse mobilière, l'impôt sur les terrains et sur les bâtiments déjà perçus sur les divers éléments formant l'ensemble du revenu brut.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Non déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

15 % sur la partie du «bénéfice imposable» des sociétés qui excède 6 % de leur patrimoine.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Cet impôt frappe également, mais à un taux différent, le patrimoine des sociétés.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 32,
août/septembre 1957
p. 65, 66.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'Impôt R/E - 1 - 3

Pays

ITALIE

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Impôt sur les dividendes.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Cet impôt n'existe pas en Italie.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 32,
août/ septembre 1957.
p. 69.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'impôt C/V - I - 1

Pays

ITALIE

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Imposta sulle società (impôt sur les sociétés) frappant le patrimoine des sociétés.

Débiteur de l'impôt : l'entreprise.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Capital social versé, plus les réserves ordinaires et extraordinaires, plus les bénéfices des exercices précédents reportés à nouveau.

A déduire pertes des exercices antérieurs.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Non déductible.

TAUX/SATZ :

0,75 %.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Cet impôt frappe également, mais à un taux différent, une certaine fraction du bénéfice des sociétés.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 32,
août/ septembre 1957,
p. 44 à 46.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'Impôt C/V - I - 2

Pays

ITALIE

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Imposta sui Terreni (Impôt foncier sur les terrains).

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Revenu cadastral (revenu fictif) de 1939 multiplié par 12.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Non déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

10 % plus surtaxes pour les communes, les provinces, les Chambres de Commerce etc.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Les sociétés exerçant une activité industrielle ou de transformation ne sont pas soumises à cet impôt, mais à celui de la richesse mobilière (voir R/E - I - 1).

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 32,
août/ septembre 1957
p. 47 et 48.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'Impôt C/V - 1 - 3 Pays ITALIE

Steuerart Land

IMPOT/STEUER :

Imposta sui Fabbricati (Impôt foncier sur les bâtiments).

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Revenu brut des immeubles, c'est-à-dire le loyer ou la valeur locative, comportant certaines déductions selon l'année de construction de l'immeuble.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Non déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

5 % plus surtaxes pour les communes, les provinces, les Chambres de Commerce etc.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Les sociétés exerçant une activité industrielle ou de transformation ne sont pas soumises à cet impôt, mais à celui de la richesse mobilière (voir R/E - I - 1).

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 32,
août/septembre 1957
p. 48.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'Impôt

CA/U - 1 - 1

Pays

ITALIE

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Imposta generale sull'entrata (Impôt général sur les recettes).
A la charge du vendeur avec droit de transfert.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Fait générateur : tout encaissement, toute livraison, toute importation.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

En général 3,30 % mais taux réduits pour les denrées de 1ère nécessité et le commerce de détail et taux majorés pour les produits de luxe.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Remboursement en cas d'exportation.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 32,
août/ septembre 1957
p. 52 à 56.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'impôt R/E - L - 1
Steuerart

Pays
Land

LUXEMBOURG

IMPOT/STEUER :

Impôt annuel sur les bénéficiés des sociétés (Körperschaftsteuer).
Débiteur de l'impôt : l'entreprise.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Bénéfice net tel qu'il résulte de la comparaison des bilans.

REPORT DES PERTES/VERLUSTVERRECHNUNG :

2 ans.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Non déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

| | | |
|-----------------------------|---|------|
| Jusqu'à 400.000 FLux | = | 20 % |
| entre 400.000 et 1 mill. FL | = | 30 % |
| plus de 1 million FL | = | 40 % |

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Cet impôt s'applique tant aux bénéficiés distribués qu'aux bénéficiés non distribués.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 33,
octobre 1957
p. 39 à 43.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'impôt R/E - L - 2 Pays LUXEMBOURG
Steuerart Land

IMPOT/STEUER :

Régime des sociétés mères et des sociétés filiales (déductibilité du « revenu sur le revenu »).

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Schachtelprivileg.

Les dividendes reçus de sa filiale par une société-mère ne sont pas compris dans le bénéfice imposable de la société-mère, lorsque la participation de cette dernière dans le capital de sa filiale est au moins égale au quart (25 %) du capital ou de l'actif de ladite filiale. En principe, les deux sociétés doivent être luxembourgeoises.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 33,
octobre 1957 - p. 40

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'Impôt

R/E - L - 3

Pays

LUXEMBOURG

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Régime des Sociétés Holding.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Les Sociétés Holding luxembourgeoises sont exonérées d'impôt sur les sociétés.

On appelle ainsi les sociétés qui ont pour objet exclusif la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères et la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations de sorte que ces sociétés n'aient pas d'activité industrielle propre et qu'elle ne tiennent pas un établissement commercial ouvert ou public.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 33,
octobre 1957
p. 43.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'Impôt R/E - L - 4

Pays

LUXEMBOURG

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Impôt commercial communal au impôt sur les professions en fonction des bénéfices réalisés (Gewerbeertragsteuer).

Débiteur de l'impôt : l'entreprise.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Bénéfice taxable en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques au d'impôt sur le revenu des collectivités, majoré ou diminué de certains éléments.

REPORT/DES PERTES/VERLUSTVERRECHNUNG:

2 ans.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

De base 4 % plus coefficient communal qui est de l'ordre de 210 % pour les communes importantes. Taux réel = en moyenne 8,40 % sur le bénéfice imposable.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Abattements à la base : 80.000 FLux pour les sociétés de capitaux, 200.000 FLux dans les autres cas.

Les Sociétés Holding sont exonérées de cet impôt.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 33,
octobre 1957 - p. 43 et 44

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'Impôt R/E - L - 5

Pays

LUXEMBOURG

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Retenue d'impôt sur les revenus de capitaux (Kapitalertragsteuer)
à la charge de l'actionnaire.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Montant brut des bénéficiés distribués.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Non déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

15 %.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Les dividendes distribués par les sociétés luxembourgeoises sont soumis en principe à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou à l'impôt sur les sociétés selon que le bénéficiaire de ces dividendes est un particulier ou une personne morale. Une retenue à la source au titre de ces impôts est effectuée par la société distributrice, sauf si la société distributrice est une société holding.

En général la retenue de 15 % ne constitue qu'un acompte sur l'impôt sur le revenu global auquel les 15 % sont imputés.

Il n'y a pas lieu à restitution de cette retenue même si le montant de l'impôt sur le revenu global du contribuable est inférieur à celle-ci.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 33,
octobre 1957 - p. 46.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'impôt C/V - L - 1

Pays

LUXEMBOURG

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Impôt annuel sur la fortune (Vermögensteuer).

Débiteur de l'impôt : l'entreprise.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Patrimoine global net ou actif net, déduction faite des dettes et notamment des dettes fiscales échues.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Non déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

0,5 % ou 5 %

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Cet impôt frappe à la fois les personnes physiques et les sociétés de capitaux. Abattements pour les personnes physiques uniquement. Révision tous les trois ans en principe.

Les sociétés Holding sont exonérées de cet impôt.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 33,
octobre 1957, p. 29 à 31.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'Impôt C/V - L - 2

Pays

LUXEMBOURG

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER

Impôt commercial communal ou impôt sur les professions en fonction du capital d'exploitation (Gewerbekapitalsteuer).

Débiteur de l'impôt : l'entreprise.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Application d'un taux de base au capital de l'entreprise. Pas d'abattement pour les sociétés, mais franchise de 30.000 FLux.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

De base 2 ‰, plus coefficient communal qui est de l'ordre de 210 % pour les communes importantes. Taux réel en moyenne 0,42 % applicable au capital d'exploitation.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Cet impôt frappe le capital d'exploitation des entreprises quel que soit leur résultat bénéficiaire ou déficitaire et même si elles n'exercent aucune activité.

Les sociétés Holding sont exonérées de cet impôt.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 33,
octobre 1957 - p. 33.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'Impôt C/V - L - 3 Pays LUXEMBOURG
Steuerart Land

IMPOT/STEUER :

Impôt foncier sur les immeubles bâtis et non bâtis.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Application d'un taux de base à la valeur en capital des immeubles imposables bâtis ou non bâtis.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

De base 6 à 10 %, plus coefficient communal fixé individuellement par chaque commune et variant entre 30 et 320 % suivant le genre de l'immeuble et les besoins financiers de la commune.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 33,
octobre 1957 -
p. 31 et 32.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'Impôt

CA/U - L - 1

Pays

LUXEMBOURG

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Impôt sur le chiffre d'affaires (Umsatzsteuer),
à la charge du dernier consommateur.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Opérations imposables :

les livraisons et autres prestations effectuées dans le Grand-Duché et l'importation de marchandises. - Taxe à cascade.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

Taux général. 2 %

Taux réduit à 0,50 % pour les ventes en gros sous certaines conditions.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Pas de remboursement d'impôt en cas d'exportation (voir art. 6 de l'arrêté grand-ducal du 26 octobre 1944 - Mémorial 1944 - p. 81).

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 33, octobre 1957,
p. 35 à 37.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Nature de l'impôt ST/LE - L - 1

Pays

LUXEMBOURG

Steuerart

Land

IMPOT/STEUER :

Impôt sur le total des salaires (Lohnsummensteuer).

Débiteur de l'impôt : l'entreprise.

ASSIETTE/BEMESSUNGSGRUNDLAGE :

Total des salaires versés chaque mois par les entreprises.
C'est un impôt sur les professions (Gewerbsteuer) perçu par les communes.

DEDUCTIBILITE/ABZUGSFÄHIGKEIT :

Déductible.

TAUX/STEUERSATZ :

En moyenne, 1 % du montant des salaires pour autant que la somme annuelle dépasse 72.000 FLux. - Abattement de 200.000 FLux, si le montant total des salaires est inférieur à 500.000 FLux par an.

OBSERVATIONS/BEMERKUNGEN :

Seules les communes importantes usent de cette possibilité d'imposition.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 33,
octobre 1957 - p. 38.

SITUATION/STAND :

Jan. 1961.

Steuerart R/E - N - 1 Land NIEDERLANDE
Nature de l'Impôt Pays

STEUER/IMPOT :

Vernootschapsbelasting (entspricht der Körperschaftsteuer oder Impôt sur les Sociétés).

Steuerschuldner : das Unternehmen.

BEMESSUNGSGRUNDLAGE/ASSIETTE :

Der steuerpflichtige Gewinn setzt sich aus der Gesamtsumme der Gewinne und Verluste zusammen, es handelt sich also um den Buchungsgewinn des Wirtschaftsjahres, der auf Grund einer «gesunden handelsüblichen Methode» ermittelt wird.

VERLUSTVERRECHNUNG/REPORT DES PERTES :

Insgesamt 6 Jahre, anrechenbar auf den Gewinn des vorgehenden Geschäftsjahres und notfalls auf die 5 folgenden Geschäftsjahre.

ABZUGSFÄHIGKEIT/DEDUCTIBILITE :

Nicht abzugsfähig.

STEUERSATZ/TAUX :

Seit 1957 für ausgeschütteten und unausgeschütteten Gewinn.

Gewinn unter 50.000 Gulden = 44 %

Gewinn über 50.000 Gulden = 47 %

Jedoch 15 % Zuschlag für den Anteil des Gewinns, der zwischen 40 und 50.000 Gulden liegt = 59 %.

BEMERKUNGEN/OBSERVATIONS :

Neugegründete Gesellschaften, die während den ersten 6 Wirtschaftsjahren mit Verlust arbeiten, können diesen ohne Zeitbegrenzung verrechnen.

Ein Gesetzesvorschlag beabsichtigt die vorgenannten Steuersätze um 4 % ab 1. Juli 1961 herabzusetzen.

Steuerart

R/E - N - 1

Land

NIEDERLANDE

Nature de l'impôt

Pays

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 33,
octobre 1957, p. 76, 81 und 82.

Vom Finanzministerium bestätigte Angaben.

STAND/SITUATION :

Jan. 1961.

Steuerart R/E - N - 2 Land NIEDERLANDE
Nature de l'impôt Pays

STEUER/IMPOT :

Sonderbestimmungen betreffend «Vennootschapsbelasting» (Fall der Mutter- und Tochtergesellschaften - Absetzbarkeit des « Ertrags vom Ertrag»).

BEMESSUNGS GRUNDLAGE / ASSIETTE :

Der steuerpflichtige Gewinn wird wie für die Vennootschapsbelasting ermittelt.

VERLUSTVERRECHNUNG/REPORT DES PERTES :

Insgesamt 6 Jahre anrechenbar auf den Gewinn des vorgehenden Geschäftsjahres und notfalls auf die 5 folgenden Geschäftsjahre.

BEMERKUNGEN/OBSERVATIONS :

Wenn eine niederländische Gesellschaft eine «beträchtliche Beteiligung» in einer anderen niederländischen oder ausländischen Gesellschaft besitzt, so fallen die von der Tochter- an die Muttergesellschaft abgeführten Gewinne nicht unter die «Vennootschapsbelasting». -Man versteht unter «beträchtliche Beteiligung» im allgemeinen eine Beteiligung von mindestens 25 % oder, mit Genehmigung des Finanzministers, sogar weniger; so kann schon eine Beteiligung von 5 % genügen.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 33;
octobre 1957 - S. 77.

Vom Finanzministerium bestätigte Angaben.

STAND/SITUATION : Jan. 1961.

Steuerart

R/E - N - 3

Land

NIEDERLANDE

Nature de l'impôt

Pays

STEUER/IMPOT :

Sonderbestimmungen betreffend «Vernootschapsbelasting» (Fall der Investgesellschaften).

BEMERKUNGEN/OBSERVATIONS :

1. Die öffentlichen Investgesellschaften (d.h. solche, deren Aktien an der Amsterdamer Börse notiert werden) sind für alle an sie abgeführten Gewinne von der «Vennootschapsbelasting» befreit, auch wenn sie keine «beträchtliche Beteiligung» in der abführenden Gesellschaft besitzen.

2. Die privaten Investgesellschaften haben denselben Vorteil, wenn sie an ihre Aktionäre mindestens 60 % der an sie abgeführten Gewinne verteilen.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF, N° 33
octobre 1957 - S. 77 und 78.

STAND/SITUATION:

Jan. 1961.

| | | | |
|-------------------|-------------|------|-------------|
| Steuerart | R/E - N - 4 | Land | NIEDERLANDE |
| Nature de l'impôt | | Pays | |

STEUER/IMPOT :

Sonderbestimmungen betreffend «Vennootschapsbelasting» (Konzernprivileg oder privilège des trusts).

BEMERKUNGEN/OBSERVATIONS :

Laut niederländischem Steuergesetz können Mutter- und Tochtergesellschaften als eine steuerliche Einheit für die Veranlagung der «Vennootschapsbelasting» angesehen werden, falls die Muttergesellschaft sämtliche Aktien der Tochtergesellschaft besitzt. Dies geschieht jedoch nur auf Antrag der steuerpflichtigen Gesellschaft und nach Zustimmung des Finanzministers, die an eine Reihe von Voraussetzungen gebunden ist.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 33,
octobre 1957 - S. 81.

STAND/SITUATION :

Jan. 1961.

Steuerart

R/E - N - 5

Land

NIEDERLANDE

Nature de l'Impôt

Pays

STEUER/IMPOT :

Dividendbelasting (Taxation des Dividendes).
Zu Lasten des Empfängers.

BEMESSUNGSGRUNDLAGE / ASSIETTE :

Bruttobetrag der steuerpflichtigen Ausschüttungen.

ABZUGSFÄHIGKEIT / DEDUCTIBILITE :

Abzugsfähig.

STEUERSATZ / TAUX : 15 %

BEMERKUNGEN / OBSERVATIONS :

Die von den niederländischen Gesellschaften ausgeschütteten Dividende unterliegen der Einkommen- oder Körperschaftsteuer im Rahmen des Gesamteinkommens des Empfängers (Aktionärs). Die so erhobene Dividendbelasting stellt nur einen Vorschuss auf die allgemeine Einkommen- oder Körperschaftsteuer dar, auf die später die 15 % angerechnet werden.

Ausgenommen hiervon sind die Mutter- und Tochter- sowie die Investgesellschaften.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 33,
Oktober 1957 - S. 85

STAND / SITUATION :

Jan. 1961.

| | | | |
|--------------------------|--------------------|-------------|--------------------|
| Steuerart | C/V - N - 1 | Land | NIEDERLANDE |
| Nature de l'Impôt | | Pays | |

STEUER/IMPOT :

Vermögensbelastung (Vermögensteuer oder Impôt sur la fortune).

BEMERKUNGEN/OBSERVATIONS :

Besteht seit 1947 nur noch für natürliche Personen. Der Steuersatz betrug 5 % und ab 1958 bis 1961 : 6 %.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 33,
octobre 1957 - S. 67.

STAND/SITUATION :

Jan. 1961.

Steuerart

C/V - N - 2

Land

NIEDERLANDE

Nature de l'Impôt

Pays

STEUER/IMPOT :

Grundbelastung (Grundsteuer oder impôt foncier) auf bebaute und unbebaute Grundstücke sowie Gebäude.

BEMESSUNGSGRUNDLAGE / ASSIETTE :

Das steuerpflichtige Einkommen ist das vom Kadasteramt festgesetzte Einkommen, das nur in Sonderfällen (Zerstörung, Wiederaufbau) neu überprüft wird.

ABZUGSFÄHIGKEIT/DEDUCTIBILITE :

Abzugsfähig.

STEUERSATZ/TAUX :

| | |
|-----------------------------------|--------|
| Gebäude | 4,86 % |
| Bebaute und unbebaute Grundstücke | 6 % |

plus Hebesatz, der vom Staat, der Provinz und der Gemeinde festgelegt wird.

BEMERKUNGEN/OBSERVATIONS :

Im allgemeinen erhöht der Hebesatz die Steuer um 60 % zugunsten der Provinz und um 60 oder 30 % zugunsten der Gemeinde, je nachdem es sich um Gebäude oder Grundstücke handelt. Seit 1. Januar 1960 findet auch eine Steigerung um 130 % zugunsten des Staates statt, jedoch nur für Gebäude.

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 33,
octobre 1957 - S. 68.
Von Finanzministerium bestätigte Angaben.

STAND/SITUATION :

Jan. 1961.

Steuerart

CA/U - N - 1 Land

NIEDERLANDE

Nature de l'Impôt

Pays

STEUER/IMPOT :

Omzetbelasting (Umsatzsteuer oder Impôt sur le chiffre d'affaires).

In den Verkaufspreisen einberechnet.

Zu Lasten des Letztabnehmers.

BEMESSUNGSGRUNDLAGE/ASSIETTE :

Steuer mit kumulativer Wirkung, betrifft alle Lieferungen, Einfuhren und Dienstleistungen innerhalb des Landes. Als Grundlage wird der Verkaufspreis oder der Wert der Ware ermittelt.

ABZUGSFÄHIGKEIT/DEDUCTIBILITE :

Abzugsfähig.

STEUERSATZ/TAUX :

Sehr unterschiedlich.

1. Lieferungen von Produzenten an Unternehmen = 5 %.
2. Lieferungen von Produzenten an Privatleute = 4 %.
3. Lieferungen vom Grosshandel an Geschäftsleute = 0,75%.
4. Direktlieferungen von Gross- oder Einzelhändlern an Privatleute = steuerfrei
5. Lieferungen von wichtigen Lebensmitteln sowie Export = steuerfrei
6. Einfuhren bis 7 %.
7. Genussmittel = 10 %
8. Luxusprodukte = 18 %

REF. :

Cahiers fiscaux CNPF. N° 33,
octobre 1957, S. 71 bis 75.

STAND/SITUATION :

Jan. 1961.

Type of Tax :

R/E-UK-1

UNITED KINGDOM

TAX :

Profits Tax
borne by the Company.

BASIS OF ASSESSMENT :

Total trading profits of the accounting year as laid down in the U.K. Finance Act.

TREATMENT OF LOSSES :

Losses may be carried forward indefinitely until absorbed by future profits.

DEDUCTIBILITY :

Not deductible.

RATES :

Distributed and undistributed profits 10 % from 1. 4. 1958.
12,5 % from 1.4. 1960.

REMARKS :

The first £ 2,000 are exempt from this tax. Abatement where profits exceed £ 2,000 but are less than £ 12,000.

REF. :

Statistiques et Etudes financières, supplément 82- octobre 1955-
p. 1185.

Taxation in the proposed European Free Trade Area
October 1957 - p. 152.

POSITION :

as at January 1961.

TAX :

Income Tax.

Payable by Companies on undistributed profits. The income Tax on distributed profits is borne by the shareholder.

BASIS OF ASSESSEMENT :

Total statutory income, as defined in the United Kingdom Finance Acts.

TREATMENT OF LOSSES :

Losses may be carried forward indefinitely until they are absorbed by future profits.

DEDUCTIBILITY :

Not deductible.

RATES :

7s 9d in the pound (38,75 %) from 6.4.1959 . This is abated on the lower tranche of personal incomes.

REMARKS :

Income Tax is payable in addition to Profits Tax.

REF. :

Statistiques et Etudes financières - Supplément 82, octobre 1955
p. 1185.

Taxation in the proposed European Free Trade Area
October 1957 - p. 145.

POSITION :

as at January 1961.

TAX :

Surtax;
borne by the Company.

BASIS OF ASSESSMENT :

Payable only on personal income in excess of £ 2,000 per annum.

REMARKS :

Companies are liable for surtax only in exceptional cases as, for instance, in the case of companies under the control of five or fewer persons, where the profits have not been distributed within a reasonable period and the non-distributed profits represent an excessive part of the actual profits.

RATES :

Rates are progressive, rising from 2s.O.d. to 10s.O.d. in the pound. The first £ 2,000 are exempt from this tax.

REF. :

Statistiques et Etudes financières - Supplément 11 - 1951 - p. 554. Taxation in the proposed European Free Trade Area - October 1957 - p. 146.

POSITION :

as at January 1961.

Type of Tax

C/V - UK - 1

UNITED KINGDOM

TAX :

Capital Taxes.

REMARKS :

There are no taxes on capital in the United Kingdom other than Death Duties.

REF. :

Taxation in the proposed European Free Trade Area - October 1957 - p. 154.

POSITION :

as at January 1961.

TAX :

Local Rates;
borne by the Company

BASIS OF ASSESSMENT :

Income from rent or rental value of land and buildings. This tax is levied by the local authorities.

DEDUCTIBILITY :

Deductible.

RATES :

These average 19s 10d in the pound on the annual rental value of the property. The current rental value of industrial property is abated by 50 %.

REF. :

Taxation in the proposed European Free Trade Area - October 1957 - p. 150 and High Authority Document N° 763/575.

POSITION :

as at January 1961.

Type of Tax

CA/U - UK - 1

UNITED KINGDOM

TAX :

Purchase Tax.

borne by wholesalers and/or retailers who pass it on in the price of the goods.

BASIS OF ASSESSMENT :

Wholesale value of goods (exclusive of tax).

RATES :

Tax is payable at various rates upto 50 %, dependent on the nature of the article.

REMARKS :

This is a tax levied on purchases of a range of consumer goods. This tax applies to wholesalers and retailers, but does not apply to Companies which produce, but do not sell products.

REF. :

Taxation in the proposed European Free Trade Area - October 1957 - pp. 154, 155.

POSITION :

as at January 1961.

TAX :

Corporate Income Tax ;
borne by the Company

BASIS OF ASSESSMENT :

All net profits of a corporation are subject to the corporate income tax.

TREATMENT OF LOSSES :

Losses can be carried over as many as 5 years following the loss year, if the taxable income for the 3 preceding years is not sufficient to absorb entire losses.

DEDUCTIBILITY :

Not deductible.

RATES :

30 % for 1960 and before July 1, 1961.
25 % from July 1, 1961.

REF. :

« 1961 U.S. Master Tax Guide », Commerce Clearing House, Inc., Chicago, p. 15, 89, 329 and 341.

POSITION :

January 1961

TAX :

Surtax

Borne by the Company.

BASIS OF ASSESSMENT :

Surtax is payable on that part of the profits of a corporation, which is in excess of \$ 25.000.

RATES :

22 %.

REF. :

« 1961, US Master Tax Guide », Commerce Clearing House, Inc., Chicago, p. 15 and 89.

POSITION :

January, 1961.

TAX :

Taxation of dividends;
borne by the shareholder.

REMARKS :

Included in gross income with all other individual income, subject to a credit of 4 % of dividends.

REF. :

«1961 U.S. Master Tax Guide» p. 203.

POSITION :

January, 1961.

Type of Tax

CA/U - U.S. - 1

UNITED STATES

TAX :

Manufacturers' Excise Taxes on Sales

RATES :

Upto 11 % on certain manufactured goods (Firearms, motorcar parts, refrigerators, radio sets etc.) or cents per unit (pound, gallon etc.) of certain goods (gazoline, matches, tires, oil etc...)

Usual rate 10 %

No tax for coal and steel, but only tax on consumer goods.

REF. :

« 1961 U.S. Master Tax Guide », p. 31.

POSITION :

on January, 1960.

SERVICES DES PUBLICATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
VERÖFFENTLICHUNGSDIENSTE DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

7253/61